

PÉROU

Des expériences péruviennes innovantes portées par des femmes

Entretien
avec Lucila Quintana
Rédaction: Nicolas Demartin

Lucila Quintana

Présidente de Conveagro, le principal référent national des producteurs agraires du Pérou, et administratrice de la Junta Nacional del Café, organisme représentant les producteurs de café péruviens, qui sont dans leur grande majorité des petits producteurs issus de l'agriculture familiale.

Faire prendre conscience aux femmes paysannes péruviennes que leur travail a de la valeur, qu'elles ne sont pas de simples faire-valoir mais de véritables agents économiques, est une étape fondamentale dans le processus d'amélioration de leur condition.

Défis Sud: *Quelle place occupent les femmes au sein des organisations paysannes péruviennes et quelle est l'évolution de leur situation?*

Lucila Quintana: Tout d'abord, il faut rappeler l'importance du rôle économique des femmes dans l'agriculture paysanne au Pérou. Elles sont souvent la principale force de travail des petites exploitations agricoles et prennent en charge la plupart des travaux des champs, mais il s'agit essentiellement d'une main-d'œuvre non rémunérée et peu valorisée. De plus, les femmes, encore aujourd'hui, doivent consacrer une grande partie de leur temps à s'occuper du foyer et de l'éducation des enfants en plus des travaux agricoles, ce qui ne laisse pas beaucoup d'heures dans la journée et réduit fortement leurs possibilités de s'investir dans des postes à responsabilités. La participation active des femmes dans les organismes de prise de décisions reste donc marginale, tant au niveau des organisations paysannes qu'au niveau des institutions politiques locales. Pour avoir le temps de se consacrer à des postes à responsabilités, il faut être veuve ou célibataire...

Malheureusement, il existe aussi une tendance à l'automarginalisation des femmes. Elles s'excluent des centres de décisions et préfèrent se cantonner à leur rôle traditionnel. Il est pourtant primordial qu'elles se rendent compte de l'importance d'intégrer les conseils d'administration et autres organes décisionnels de leur organisation paysanne pour voir leur statut évoluer.

DS: *Existe-il des mécanismes qui permettent d'impulser de tels changements?*

LQ: Les changements doivent venir de l'intérieur même de l'organisation. Il est essen-

tiel que les femmes prennent conscience du rôle qu'elles ont à jouer. Pour cela, il faut par exemple que le nombre minimum de femmes présentes dans les conseils d'administration ou les différents comités qui composent les organisations soit défini dans les statuts. Il faut que chaque organisation se munisse d'une politique interne qui permette de favoriser l'accès des femmes à des postes à responsabilités.

Dans les formations et ateliers que nous proposons, nous poussons les organisations à envoyer un certain nombre de femmes. Nous croyons que c'est en se formant qu'elles acquerront les compétences nécessaires pour être des dirigeantes efficaces, que c'est par leur autonomisation qu'elles gagneront cette capacité d'agir et de prendre des décisions et qu'elles pourront entraîner dans leur sillage les femmes des générations futures.

DS: *Cette impulsion peut-elle aussi venir de l'État?*

LQ: Au niveau législatif, il existe bien la loi péruvienne sur l'égalité des opportunités entre les femmes et les hommes qui garantit la non-discrimination des femmes et qui promeut l'égalité des opportunités par l'adoption de mesures qui doivent lever les obstacles au plein exercice de ce droit, comme la loi des quotas de genre, qui impose qu'il y ait au moins 30% de représentantes féminines sur les listes électorales à tous les niveaux de pouvoir. Mais cela ne permet que rarement aux femmes issues des milieux ruraux de renforcer leur participation dans les processus de prise de décision. Le problème vient du fait que le niveau d'éducation des femmes est extrêmement bas et que près d'un quart d'entre elles sont analphabètes. Les femmes qui sont visées par ces lois doivent avoir un haut niveau de formation, or les plus grandes



Au Pérou, avant le séchage des graines de café.

© Gaël Turine/SOS Faim.

inégalités proviennent justement du faible taux d'éducation des femmes par rapport à celui des hommes.

L'État a bien évidemment un rôle clé à jouer dans la création des conditions nécessaires à l'amélioration de la condition des femmes, mais elle n'en dépendra pas exclusivement. C'est aux organisations paysannes et aux femmes elles-mêmes de prendre en main ce changement.

DS: *Les organisations paysannes peuvent donc être un vecteur du changement des relations entre les hommes et les femmes?*

LQ: Evidemment que oui. Il faut que les femmes osent prendre des postes à responsabilités. Non pas qu'elles occupent des postes symboliques, comme cela se voit parfois, mais qu'elles participent réellement aux processus de prise de décision. Les relations entre les hommes et les femmes sont différentes dans le temps. Elles sont dynamiques. Les lignes peuvent bouger.

L'objectif à atteindre, c'est qu'il y ait beaucoup de gérantes et de dirigeantes compétentes à tous les niveaux et dans tout type d'organisation. Cela permettrait de garantir la soutenabilité dans le temps d'un change-

ment vers un modèle plus égalitaire. Si ce sont des personnes de qualité, et notamment des femmes avec des principes, à la tête des organisations, ce modèle ne pourra pas être remis en cause. Conveagro fait tout pour maintenir les efforts afin que le secteur de la petite agriculture continue sur cette voie.

DS: *L'année Internationale de l'Agriculture familiale peut-elle contribuer à améliorer le statut des femmes?*

LQ: L'année Internationale de l'Agriculture familiale est un coup de projecteur sur l'agriculture familiale dans son ensemble. C'est l'occasion de mettre en avant l'apport des femmes à l'économie territoriale et leur contribution à la sécurité alimentaire de leur famille et de leur communauté, mais aussi de l'ensemble du pays.

Le plus important, c'est qu'elles réalisent qu'il est nécessaire qu'elles produisent les aliments qui garantissent la sécurité alimentaire de leur famille. À notre époque, les savoirs et les coutumes traditionnels se perdent. En conséquent, pour nourrir leurs proches, de plus en plus de femmes complètent leurs productions par des aliments issus de l'agro-industrie ou de cultures trans-



**Renforcer
l'inclusion des
femmes tant
au niveau du
développement
économique
et entrepre-
neurial
qu'au niveau
politique.**

La participation active des femmes dans les organismes de prise de décisions reste marginale.

géniques, qui ont peu ou pas de contenu nutritif. L'année internationale de l'Agriculture familiale permet de concentrer les débats sur l'apport capital de la petite agriculture à la sécurité alimentaire et permet aux femmes, qui sont les principales gardiennes du foyer, de réaliser que la seule manière de garantir une alimentation suffisante et de qualité à leurs familles vient de leurs propres champs.

Nous nous réjouissons donc que certaines femmes ou certains groupes de femmes travaillent sur le thème de la sécurité alimentaire et qu'elles veillent au maintien de leurs savoirs et de leurs coutumes, si importants pour la préservation de la biodiversité.

DS: Justement, connaissez-vous des expériences péruviennes innovantes portées par des femmes?

LQ: Beaucoup d'associations de producteurs membres de la Junta Nacional del Café sont dirigées par des femmes, et c'est quelque chose que nous encourageons. Ces associations participent à des programmes portés par l'État, comme Sierra Productiva et Qali Warma (programme national d'alimentation scolaire), grâce auxquels les femmes développent des projets qui visent à protéger la biodiversité, à garantir la préservation des ressources en eau, à chercher des moyens de réduire la consommation de bois de combustion, à offrir de meilleures conditions de vie à leurs enfants, etc.

La Junta Nacional del Café possède également son propre organisme spécialisé dans les questions de genre, la Conamucc (Coordination nationale de la femme productrice de café et de cacao). Son but est de renforcer l'inclusion des femmes tant au niveau du développement économique et entrepreneurial qu'au niveau politique, qu'elles disposent d'un espace à l'intérieur de chaque coopérative.

Dans ce cadre, il existe des cas spécifiques de projets menés par des groupes de femmes pour un produit ou un marché bien déterminés. Elles se chargent de la chaîne de production du café ou du cacao dans son ensemble. Elles le sèment, le récoltent, le traitent, le sèchent, le transforment et le vendent. Cependant, il s'agit jusqu'à présent d'une approche uniquement économique, sans que soit pris en compte le volet sécurité alimentaire, et beaucoup de ces femmes utilisent les surplus apportés par l'activité pour l'achat de produits de consommation agroindustriels. À ma connaissance, il n'y a pas encore de projet ayant une approche globale, par exemple une association composée uniquement de femmes qui intégrerait les processus productifs et commerciaux avec une démarche axée sur la sécurité alimentaire. C'est en tout cas très difficile à mettre en place et très ponctuel. ♦

Propos recueillis par Nicolas Demartin